

INTERVIEW

« **Patria o muerte** »

« Les dirigeants à Cuba ne donnent aucun signe de disposition au dialogue »



Pascal Airault

15 juillet 2021 à 06h00

« Le clan Castro tient encore le système en faisant bénéficier toute une cohorte d'affidés de larges prébendes »



© Sipa Press

« Le 11 juillet, il n'y a pas eu une explosion sociale à Cuba... En raison de la volonté de notre peuple et de son soutien à la Révolution », a déclaré le ministre des Affaires étrangères cubain, Bruno Rodriguez, le 13 juillet. Minorant l'ampleur de la révolte, le pouvoir a coupé les réseaux sociaux et procédé à de nombreuses arrestations. Décryptage de Vincent Bloch, chercheur à l'École des hautes études en sciences sociales (EHESS) et auteur de *Cuba après l'effondrement de l'URSS, La lutte* aux éditions Vendémiaire.

Comment le pouvoir cubain gère-t-il la contestation ?

Contrairement à la version du gouvernement cubain, selon laquelle, comme à l'accoutumée, tout n'est que complot ourdi depuis les États-Unis, les manifestations ont été spontanées. Depuis plusieurs mois, les Cubains donnent libre cours à leur exaspération sur les réseaux sociaux et les escarmouches se sont multipliées dans les rues. Dimanche 11 juillet, c'est une explosion de rage de toutes les générations sur l'ensemble du territoire qui a eu lieu. Pourtant, dans la mesure où les forces de l'ordre sont préparées à faire face à ce type de scénario, il serait erroné de dire que le gouvernement a été pris par surprise. Dimanche dernier, l'internet a été coupé dans les deux heures qui ont suivi le début de la contestation. La police, débordée, a rapidement été épaulée par des groupes d'agents de la Sûreté de l'État, avant le déploiement des unités spéciales. Quatre heures après le début des manifestations pacifiques, le président Miguel Diaz-Canel a donné « l'ordre de combattre » au « peuple révolutionnaire ». Les contre-manifestants, même s'ils sont parfois enrôlés sous la contrainte, sont en réalité des partisans du gouvernement entraînés au combat, acheminés par camions et armés de bâtons pour affronter les manifestants et finir de reprendre le contrôle des rues après le « nettoyage » opéré par les forces de l'ordre. Le circuit de commandement est bien rodé. Des centaines, voire des milliers de manifestants ont été arrêtés. Certains seront vite relâchés, d'autres vont croupir en prison plus longtemps. En moins d'une journée, les autorités ont repris le contrôle de la situation.

Les Cubains sont-ils plus prompts à se rebeller que par le passé ?

Depuis la révolution de 1959, ils sont contraints de composer avec les règles officielles. Ils les enfreignent pour joindre les deux bouts, grignoter des marges d'action, voire gravir les échelons et, aujourd'hui plus que jamais, pouvoir ou espérer pouvoir entrer et sortir du territoire à leur guise. En montrant « patte blanche », ils permettent au régime de se perpétuer. En effet, ils « se blanchissent », selon l'expression consacrée à Cuba, en participant aux « activités » de base de la révolution : aller voter, être membre d'une organisation de masse, se rendre à une « manifestation populaire », réaliser des travaux d'intérêt collectif, se désolidariser de citoyens dont la conduite est jugée « contre-révolutionnaire » par les autorités, etc. Bien qu'isolés et extrêmement minoritaires, des opposants

et des dissidents s'y refusent et cessent de tirer les bénéfices d'un comportement conforme. Ils subissent en retour une répression féroce, sont harcelés, incarcérés et poussés à quitter l'île. Depuis l'effondrement de l'Union Soviétique, des collectifs d'artistes et d'intellectuels flottent aux interstices du secteur culturel et de la rébellion, mais se maintiennent à distance des dissidents. Ces dernières années, de plus en plus de ces acteurs ont franchi le pas et réclament non seulement une totale liberté de création mais aussi des réformes démocratiques d'envergure. Grâce aux réseaux sociaux, le mouvement San Isidro (du nom d'une rue de la Vieille Havane) a beaucoup fait parler de lui en novembre 2020. À l'époque, dix de ses membres ont entamé une grève de la faim pour demander la libération de Denis Solís, un rappeur incarcéré pour « outrage ». Ce groupe composé d'artistes, de journalistes et d'universitaires formé en 2018 pour protester contre la censure de l'expression artistique appelle les Cubains à s'emparer de leurs droits. Sur les réseaux sociaux, et depuis divers horizons, d'autres collectifs ou personnalités font de même. Les milliers de personnes qui se sont descendues dans la rue dimanche dernier n'ont pas répondu à des consignes de ces mouvements, mais elles étaient dans leur grande majorité informées de leurs initiatives. L'ampleur prise par les manifestations est le résultat d'un effet d'entraînement sur fond d'exaspération partagée.

La crise sanitaire n'est-elle pas amplifiée par une situation précaire ?

Le tourisme est en berne, les réseaux commerciaux informels entre Cuba et la Floride, Panama ou le Guyana sont à l'arrêt, la diaspora envoie aussi moins d'argent en raison des contraintes imposées par l'ex administration Trump pour étouffer le régime. Les commissions des « agences » ou des « banques clandestines », système imaginé pour contourner les sanctions, sont devenues faramineuses. Aujourd'hui, on vous demande ici aux États-Unis de 30 à 50 dollars de frais pour l'envoi de 100 dollars à Cuba. Depuis la révolution, il y a toujours eu des petites explosions de colère contre certains élus locaux en raison des coupures d'électricité, de l'insalubrité ou d'arrestations arbitraires. Pour éviter toute contagion, le régime lâche du lest ou endigue l'abcès. Cette fois, le mal est plus profond. La situation est devenue intenable pour les familles. La fin de la dualité monétaire (suppression du peso convertible en dollar) s'est accompagnée d'une

hausse des salaires, qui ont été en moyenne multipliés par trois. Mais ces liquidités ont été absorbées par l'inflation dans une économie non productive. Les circuits qui, au sein de l'économie officielle permettent de détourner les biens de consommation ou d'équipement vers le marché noir existent depuis toujours. La fièvre spéculative a aggravé les pénuries et fait disparaître l'offre dans les magasins d'État. Un litre d'huile de soja au marché noir, en ce moment, dans la Province est de l'île, tourne autour de 10 dollars. Les pénuries se font sentir comme lors de la « Période spéciale » après la désintégration de l'Union soviétique, qui aidait massivement le pays. La pandémie touche aussi de nombreux Cubains et le système sanitaire est dépassé. Depuis deux semaines, l'État a procédé à des coupures d'électricité pour faire des économies. Cela a été la goutte d'eau qui a fait déborder le vase.

Comment l'État va manœuvrer pour apaiser les tensions sociales ?

Le gouvernement va tenter, comme il l'a toujours fait, de mobiliser des ressources pour atténuer les difficultés quotidiennes. Mais les caisses sont vides et les créanciers internationaux ne se bousculent pas, alors que l'économie de base des foyers dépend en grande partie des envois d'argent de la diaspora. Le gouvernement réfléchit aussi à une façon d'ouvrir les vannes de l'émigration pour désamorcer les comportements contestataires, comme il l'a fait lors des crises de 1980 et 1994, en faisant fi des risques.

Existe-t-il néanmoins un espoir de changement ?

Les manifestations de rue à grande échelle ne provoquent pas nécessairement un renversement de régime. Nicolás Maduro et Alexandre Loukachenko ont fait face à des mobilisations d'une tout autre envergure et ils sont toujours au pouvoir au Venezuela et en Biélorussie. Le régime des mollahs iraniens tient bon malgré les manifestations de 2019. Dans l'idéal, tous ces régimes cherchent à s'appuyer sur le consentement et à jouir d'une légitimité auprès de la population, mais ils n'hésitent pas à recourir à la force s'ils n'ont pas le choix, d'autant que les technologies de pointe ont grandement modernisé les forces de l'ordre dans tous ces pays. Les dirigeants au pouvoir à Cuba ne donnent aucun signe de disposition au dialogue, bien au contraire. La répression et l'appel au combat remettent

au premier plan la dimension apocalyptique du castrisme, volontairement brouillée par le soft power du régime - l'image d'un pays qui a fait la promotion de sa culture, de ses plages, de ses vieilles voitures américaines et de ses cigares. La devise nationale « la patrie ou la mort » doit être prise au pied de la lettre : la mort plutôt que le renversement de « la Révolution », entendue comme synonyme de la « patrie ». Les espoirs de changement sont faibles à moins qu'une frange du régime cherche à s'appuyer sur la contestation pour étendre son pouvoir politique et économique et éliminer d'autres secteurs dirigeants. Un scénario qui appartient plus à la politique-fiction car les jeunes générations du parti communiste doivent aussi leur position aux caciques et à l'armée. Le clan Castro tient encore le système en faisant bénéficier toute une cohorte d'affidés de larges prébendes. Le puissant conglomérat de l'armée, Gaesa, est dirigé par l'ex gendre de Raúl Castro, Luis Alberto Rodríguez López-Callejas et les services de sécurité sont dirigés pas son fils Alejandro Castro Espín.

Et La Havane dispose de solides alliés russes, chinois et sud-américains...

Les Chinois et les Russes ont tout intérêt à préserver un bastion stratégique en renflouant à peu de frais les caisses de l'État cubain, afin de l'épauler durant la crise actuelle.

D'autant que le soutien des Occidentaux aux manifestants ne va pas très loin...

Un soutien politique de Joe Biden et une déclaration de l'Union européenne n'ont pas de réels effets. Le recours à des opérations subversives n'est plus dans l'air du temps. La communauté internationale veut éviter une escalade des tensions. Joe Biden est prudent et a d'autres priorités géostratégiques. S'il commet un faux pas, les exilés cubains ne manqueront pas de se retourner contre lui. La déstabilisation d'un pays se trouvant à 150 km de la Floride présente un risque migratoire et criminel. En cas de chute du régime, le puissant réseau politico-militaire cubain risque de se scinder et certains se recycleront alors dans des organisations tentaculaires mafieuses. Au moins avec le système Castro, Washington sait à qui il a affaire.